

RESUMES

WEAVER, C. and T. I. GUNTON : « From Drought Assistance to Megaprojects : Fifty Years of Regional Theory and Policy in Canada » : Les problèmes régionaux ont toujours été de cruciale importance au Canada. Au cours des cinquantes dernières années, diverses politiques de développement régional sont explicitement venues y apporter réponse, à commencer par une aide-sècheresse dans les années trente. La tradition canadienne « d'exportation des matières premières » (staple theory) offre, sous ses différentes formes, un cadre conceptuel pour la discussion et la formulation de politiques alors que la planification régionale s'est orientée vers la résolution pratique des problèmes rencontrés ou à été influencée par l'apport de modèles et de théories qui ne correspondaient pas nécessairement au contexte canadien. Les récents changements du gouvernement fédéral dans son approche de la planification économique orientée vers le développement à grande échelle des ressources naturelles sous forme de megaprojets, semblent la continuation de cette tendance, laquelle laisse en suspens la question régionale et ses troublantes conséquences pour l'unité nationale.

WELLAR, B. S. : « Urban Impact Assessment in Public Policy Processes : the Canadian Record, 1968-1982 » : L'accroissement de l'urbanisation à travers le pays ainsi que l'amplification de l'intervention gouvernementale à tous les niveaux pour l'ensemble des orientations de la société canadienne sont deux éléments présents et répandus au Canada depuis les trente dernières années, mais plus particulièrement depuis le milieu des années soixantes. Les années 1968-1982 présentaient une période où les gouvernements ont manifesté des efforts pour résoudre « le ou les problèmes urbains » à l'échelle nationale et régionale. Les dernières années de la période démontrent un facteur commun évident : il y a très peu, sinon aucune différence entre l'état du problème urbain au niveau national ou au niveau régional pour les années correspondantes. Cet article démontre l'importance du problème urbaine et de l'urbanisation ainsi que les solutions apportées par les gouvernements du niveau fédéral, provincial et municipal dans l'élaboration des politiques. L'approche par évaluation des impacts démontre que l'élaboration des politiques à tous les niveaux n'a pas suffisamment évalué et

considéré le problème afin de le résoudre. Conséquemment, pour la période s'échelonnant de 1968-1982, plusieurs politiques gouvernementales ainsi que les programmes correspondant axés sur le problème urbain, ont échoué et ont même produit des effets contraires.

HOMENUCK, P. and A. PARKER MARTIN : « The Impact of New Technology : New Pressures on Urban and Regional Planning » : Cet article décrit les progrès de la technologie, tels que les microplaquettes et ce qui concerne les robots, et analyse leurs impact sur les différentes classes de la société et sur le règlement des problèmes posés. La croissance du chômage, la force ouvrière bimodale, la pauvreté parmi la richesse sont des éventualités qui sont discutées. La nécessité d'une politique nouvelle et massive pour la distribution des revenus et de la planification de la société sur une grande échelle - aspects encore inexpérimentés dans ce pays - est suggérée. En opposition à la planification nationale détaillée qui sera requis dans le futur, des mécanismes ordinaires de planification, spécialement en ce qui concerne les objectifs sociaux et la planification d'utilisation du sol, sont étudiés pour démontrer que les planificateurs et les politiciens de tous niveaux ne sont pas prêts à anticiper et à faire face aux profonds changements de société qui vraisemblablement se passeront dans le futur.

O'BRIEN, A. : « The Ministry of State for Urban Affairs : A Municipal Perspective » : Au courant des années soixantes, alors que la crise urbaine américaine attirait l'attention des politiciens canadiens, les municipalités s'aperçurent que des possibilités d'aide fédérale, financière ou autre, existaient. La création du ministère d'état des affaires urbaines (MEAU) fut accueillie avec enthousiasme et les villes s'attendaient à des résultats positifs. Mais les provinces qui avaient négligé pendant longtemps les problèmes urbains se réveillèrent juste à temps pour défendre leur juridiction envers l'empiètement exercé par le gouvernement fédéral et par les villes. Le rôle de MEAU fut d'essayer de coordonner la politique fédérale telle qu'elle affecte les villes, de poursuivre les recherches nécessaires à cette fin, et d'assurer une consultation continue avec les deux autres niveaux du gouvernement. Le personnel fédéral et municipal en général n'avait ni les talents négociateurs, ni la discipline ni l'engagement requis à la création d'un authentique partage tripartite des responsabilités.

DOERR, A. D. : « Organizing for Urban Policy : Some Comments on the Ministry of State for Urban Affairs » : L'établissement du ministère d'état des affaires urbaines au niveau du gouvernement fédéral était une expérience de coordination politique et à la part du

gouvernement fédéral et entre ce gouvernement et les autres niveaux de gouvernement. Les fonctions de recherche, de politiques et de coordination ont été séparées dans le ministère, mais on s'attendait à ce que ces activités soient intégrées et coordonnées. En pratique, les problèmes de coordination interne ont créé des difficultés surtout dans les rapports avec les autres agences fédérales et les autres groupes externes. L'expérience du ministère a fourni des enseignements importants pour les autres agences des recherches de politiques.

CROWLEY, R. W. : « The Design of Government Policy Agencies : Do We Learn From Experience ? » : Dans cet article, on compare le ministère d'état des affaires urbaines (MEAU) avec le département d'état au développement économique et régional (DEDER). Puis on examine les raisons qui sont semblables et qui ont contribué à leur création en 1971 et en 1979. Suivant une discussion sur les facteurs qui ont conduit à la disparition du MEAU en 1979, et il y a une analyse de ces mêmes facteurs en vue de détecter s'ils sont présents dans le DEDER. Enfin on arrive à la conclusion que ces facteurs qui ont contribué au démembrement de MEAU n'apparaissent pas - soit par hasard ou volontairement - dans la structure, le mandat et le mode d'opération du Département d'état au développement économique et régional.

MARKUSEN, A. R. and D. WILMOTH : « The Political Economy of National Urban Policy in the U.S.A., 1976-1981 » : Les déterminants politiques et économiques de la politique nationale urbaine aux États-Unis depuis 1976 peuvent être divisés en plusieurs phases. A l'origine, pour satisfaire son électoralat « urbain », et parce que les effets de la récession économique de 1974-75 se faisaient encore sentir, l'Administration Carter a proposé une assistance contre-cyclique aux gouvernements locaux et des programmes de développement économique pour les régions « en détresse ». Ces derniers rencontrèrent des difficultés au Congrès alors que la crainte d'une autre récession économique commençait à apparaître. Après une période confuse de réévaluation et alors que la conscience de la gravité des problèmes de la structure économique grandissait, les politiques urbaines et régionales furent éclipsées par une politique de « réindustrialisation » basée sur une politique régionale de « laissez faire » et une politique corporatiste tripartite. A cause de ce renversement des priorités spatiales résultant d'une situation économique et politique déprimée, on peut dire que les politiques urbaines de l'Administration Carter annoncèrent l'abandon de toute politique spatiale par l'Administration

DOWNEY, T. J. : « Ontario's Local Governments in the 1980s : A

Case for Policy Initiatives » : L'auteur de cet article dispute l'assomption que le mécontentement de gouvernement du public est provoqué surtout par les problèmes évidents aux niveaux fédéraux et provinciaux au Canada et donc est principalement une issue de gouvernement premier. Les gouvernements locaux d'Ontario ne sont ni facilement compris ni efficaces de service. Conséquemment, le mécontentement du public est un problème sérieux au niveau local aussi. Cet article plaide pour des approches nouvelles et des initiatives de politique jugées nécessaires à réhabiliter la confiance du public aux gouvernements locaux d'Ontario et à accentuer que si la foi sera restituée aux gouvernements à tous niveaux, il faut d'abord la réhabiliter au niveau local.

CHUNG, J. H. : « Système urbain et politique de développement régionale » : La déclaration récente de M. De Bané, Ministre d'expansion économique régionale, pourrait constituer un nouveau départ de la politique canadienne en matière de développement régional. Le discours souligne, entre autre, l'importance de la variable spatiale en tant que facteur déterminant de développement régional. Le but de cet ouvrage est de faire lumière sur l'impact de la variable spatiale sur le développement régional. Les variables dépendantes comprennent la croissance de la main-d'oeuvre des secteurs secondaires et tertiaires et de l'emploi du secteur manufacturier au Québec. La période étudiée est de 1961 à 1971. Les variables indépendantes comprennent les caractéristiques spatiales et économiques du système urbain et de la ville. La croissance du secteur tertiaire, en particulier celle des activités tertiaires motrices, s'avère fortement affectée par l'intégration spatiale des villes, le profil du système urbain et d'autres caractéristiques spatiales. L'implication politique de l'étude est que l'efficacité de la politique de développement régional sera d'autant plus grande que si l'on tient compte des comportements spatiaux de chaque type d'activité économique et de chaque industrie.

DIVAY, G. et M. GAUDREAU : « L'agglomération de Montréal : velléités de concentration et tendances centrifuges » : En ce début de la décennie quatre-vingt, le développement de l'agglomération de Montréal s'inscrit dans un nouveau contexte qui tient plus aux modifications survenues ces dernières années dans le cadre politique et institutionnelle de la zone métropolitaine qu'à la conjoncture qui affecte l'ensemble des métropoles nord-américaines. Les mesures gouvernementales qui ont favorisé l'expansion suburbaine au cours des décennies précédentes ont été contrebalancées, fin des années soixante-dix, par d'autres qui privilégient nettement une concentration du développement urbain. Quelle est l'ampleur de ce changement d'orientation ? Quelles sont les chances de succès des nou-

velles options mises de l'avant ? Dans cet article, les auteurs amorcent des réponses à ces questions, d'abord, en rappelant quelle a été la trame politique et institutionnelle de l'expansion suburbaine à Montréal et, ensuite, en relatant les principales tentatives de planification dans l'agglomération jusqu'aux récentes options du gouvernement provincial.